

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/HRV/15

5 août 1996

(96-3099)

Original: anglais

ACCESSION DE LA CROATIE

Communication de la Croatie

Le Ministère des affaires économiques de la République de Croatie a fait parvenir au Secrétariat les renseignements ci-après concernant le régime commercial de la propriété intellectuelle.

REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. GENERALITES

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

Les caractéristiques essentielles de la politique actuelle et future de la République de Croatie dans le domaine de la propriété intellectuelle découlent de la décision générale prise par les autorités nationales d'accepter et d'appliquer avant tout le système européen de valeurs, que ce soit dans le domaine culturel ou économique.

Dans ce contexte, il serait logique que la politique suivie par la République de Croatie en matière de propriété intellectuelle aboutisse également à un système national de propriété intellectuelle qui soit pleinement conforme à toutes les normes et règles élaborées dans ce domaine, avant tout au niveau européen.

Il convient de mentionner que, depuis le XIXe siècle, certaines lois fondamentales étaient communes à la Croatie et aux Etats d'Europe centrale. Cela concerne par exemple la période allant de 1852 à 1945, avec, notamment, la Loi civile autrichienne, de 1875 à 1945, la Loi sur le commerce adoptée par le Parlement commun de la Hongrie et de la Croatie, de 1884 à 1929, ou la Loi sur le droit d'auteur adoptée également par le Parlement commun de la Hongrie et de la Croatie.

S'il est incontestable que la République de Croatie déploie des efforts et a déjà pris des mesures concrètes dans la perspective de devenir membre à part entière de l'Union européenne, la teneur, mais aussi l'intensité du processus en cours apparaissent de façon évidente. Ce processus vise à forger les orientations fondamentales du futur système de propriété intellectuelle de la République de Croatie et à l'harmoniser avec le système qui prévaut actuellement dans le monde et, surtout, au sein de l'Union européenne.

Dans le cadre de ce processus, la République de Croatie participe de façon très soutenue à toutes les activités qui sont menées sous l'égide de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève, notamment à des programmes dont l'objectif est d'harmoniser, à l'échelon international, les législations en matière de propriété intellectuelle. A l'issue de ces travaux, par exemple, les résultats

de l'harmonisation effectuée dans le domaine des brevets (PLT) et des marques (TLT) seront incorporés dans les nouvelles lois de la République de Croatie.

En outre, du fait qu'elle est déjà membre de l'Union de Madrid et qu'elle adhérera prochainement au Protocole de Madrid, la République de Croatie fait partie des pays, de plus en plus nombreux, qui participent au système d'enregistrement international des marques.

Son adhésion prochaine à l'Arrangement de La Haye aura les mêmes conséquences pour ce qui est des dessins et modèles industriels.

Par ailleurs, son adhésion imminente au Traité de coopération en matière de brevets et la signature prochaine d'un accord avec l'Organisation européenne des brevets concernant l'obtention de brevets dans la République de Croatie, comme dans les Etats membres de l'Organisation européenne des brevets, aboutiront à la participation de la République de Croatie aux côtés d'un très grand nombre de pays, au système d'obtention internationale des brevets.

Les autorités croates suivront les mêmes démarches en ce qui concerne le droit d'auteur et les droits voisins. Ainsi, tous les domaines qui constituent le système moderne de propriété intellectuelle seront couverts.

Dans le cadre de ce processus et conformément à son objectif ultime, la République de Croatie travaille à l'élaboration de nouvelles lois (Loi sur les brevets, Loi sur les marques de produit et de service, Loi sur les dessins et modèles industriels, Loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés, Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins ...). Ces lois tiendront compte, sur le plan de la forme et du fond, de l'esprit et des dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC ainsi que des normes convenues tant au niveau international (OMPI) qu'européen.

La politique visée par la République de Croatie en matière de propriété intellectuelle aboutira non seulement à un système moderne de propriété intellectuelle, mais se traduira aussi de façon appropriée dans le domaine de la législation, de la justice, de l'administration et de l'information.

b) Organismes responsables de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique

Actuellement, l'Office national des brevets est, dans la République de Croatie, l'organisme compétent en matière de propriété industrielle, le Ministère de la culture étant responsable du droit d'auteur et des droits voisins.

Pour l'heure, la nouvelle Loi sur l'organisation et les compétences des ministères et des entités administratives publiques fait l'objet de travaux législatifs, qui auront notamment pour résultat de réunir la propriété industrielle et le droit d'auteur et les droits voisins sous l'autorité d'un seul organisme public: l'actuel Office national des brevets.

c) Participation à des conventions internationales concernant la propriété intellectuelle et à des accords régionaux ou bilatéraux

La République de Croatie est partie aux conventions internationales suivantes:

1. Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;
2. Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
3. Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques;
4. Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques;

5. Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels;
6. Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, Acte de Paris de 1971;
7. Convention de Bruxelles concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite;
8. Convention universelle sur le droit d'auteur, 1952 et 1971.

d) Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers

Conformément à notre législation, les ressortissants étrangers bénéficient du traitement national, alors que le traitement NPF n'est pas appliqué pour le moment.

e) Redevances et taxes

Les redevances dans le domaine de la propriété industrielle sont fixées par la Loi régissant les redevances administratives pour l'établissement de droits de propriété industrielle et par la Décision relative aux frais spéciaux de procédure et aux frais d'information de l'Office national des brevets et s'appliquent dans les mêmes conditions aux nationaux et aux étrangers.

Les redevances liées à l'exploitation du droit d'auteur sont fixées par le contrat.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle, les dispositions générales relatives aux taxes sont applicables.

2. NORMES FONDAMENTALES DE PROTECTION, Y COMPRIS LES PROCEDURES POUR L'ACQUISITION ET LE MAINTIEN DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

a) Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

Les dispositions de base sur le droit d'auteur et les droits voisins applicables dans la République de Croatie figurent dans la Constitution de 1990, dans le chapitre consacré aux libertés fondamentales et aux droits des hommes et des citoyens. Conformément à ces dispositions, la Loi sur l'adoption des lois fédérales yougoslaves dans le domaine de l'éducation et de la culture du 26 juin 1991 a conduit à l'adoption de la Loi sur le droit d'auteur de 1978 (publiée dans la revue Le droit d'auteur en 1980, page 157), modifiée en 1986 et en 1990 (publiée dans la revue Le droit d'auteur en 1991). Cette loi a ensuite été modifiée par la Loi croate de 1993.

La première partie de cette loi a trait aux droits des auteurs. Bénéficient de ces droits les ressortissants de la République de Croatie et les étrangers qui ont leur domicile habituel sur le territoire de la République, ainsi que les étrangers dont les oeuvres sont publiées sur ce territoire pour la première fois et, enfin, les étrangers, sur la base de traités internationaux ou sur la base de la réciprocité effective.

Sauf disposition contraire prévue par la loi, les oeuvres protégées appartiennent toutes au domaine littéraire, scientifique ou artistique, quelle qu'en soit la nature ou le mode d'expression. A titre d'exemple, la loi cite les oeuvres écrites et orales, les oeuvres dramatiques et dramatico-musicales, les chorégraphies et les pantomimes, les oeuvres musicales, cinématographiques et les oeuvres créées par un processus analogue à la cinématographie, les tableaux, sculptures, oeuvres d'architecture et oeuvres graphiques, les oeuvres d'arts appliqués et d'esthétique industrielle, les oeuvres photographiques, les plans, les croquis et les oeuvres tridimensionnelles se rapportant aux sciences et aux arts, ainsi que

les programmes d'ordinateur. En outre, les oeuvres protégées comportent les traductions, les adaptations, les arrangements, les recueils d'oeuvres et le titre de l'oeuvre.

Les titulaires originels du droit d'auteur sont les auteurs et coauteurs en vertu du fait même de la création de l'oeuvre, sans formalités. Sinon, tout tiers peut également devenir titulaire du droit d'auteur en vertu de la loi, d'un contrat ou d'un testament.

Le droit d'auteur englobe des droits économiques et des droits moraux.

En règle générale, les droits économiques sont les droits exclusifs d'exploitation de l'oeuvre, tels que les droits de reproduction, de mise en circulation, d'exécution ou d'interprétation publique, de radiodiffusion, de traduction et autres arrangements de l'oeuvre, et les droits relatifs à toute autre forme d'exploitation de l'oeuvre. Les limitations de ces droits sont précisées dans la loi. Outre ces droits exclusifs, la loi prévoit un droit de suite ainsi qu'un droit de présenter l'oeuvre.

Parmi les droits moraux, la loi prévoit le droit du titulaire d'être reconnu en tant qu'auteur, le droit de s'opposer à un traitement préjudiciable de l'oeuvre, le droit d'être honoré et respecté en tant qu'auteur et le droit d'obtenir des sanctions.

Les droits économiques peuvent être transférés entre vifs et pour cause de mort, alors que les droits moraux ne peuvent l'être que pour cause de mort. Les contrats doivent prévoir des dispositions spéciales. La durée des droits économiques est limitée. Ils durent en général pendant la vie de l'auteur et 50 ans après son décès. Des dispositions particulières sont prévues pour les oeuvres photographiques et les oeuvres d'arts appliqués (25 ans à compter de la publication de l'oeuvre), pour les oeuvres anonymes et pseudonymes et pour les programmes d'ordinateur. La durée des droits moraux n'est pas limitée.

Outre l'acquisition individuelle du droit d'auteur, il existe un système de gestion collective du droit d'exécution ou d'interprétation publique et du droit de reproduction mécanique.

La loi prévoit également des dispositions spéciales sur la protection judiciaire civile.

La deuxième partie de la loi a trait aux droits des artistes interprètes ou exécutants. Les dispositions régissant ces droits sont organisées de la même façon que celles régissant les droits des auteurs. Elles concernent le champ d'application de la loi, les droits moraux et économiques et leurs limitations, le plus souvent en conformité avec la Convention de Rome, et la durée illimitée des droits moraux, ainsi que l'acquisition et la protection de ces droits dans le cadre de procédures civiles.

Il n'existe pas pour l'instant de dispositions juridiques régissant les autres droits voisins.

La troisième partie de la loi contient les dispositions pénales applicables en cas d'atteinte au droit d'auteur et aux droits des artistes interprètes ou exécutants.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service

Dispositions de base régissant la procédure d'octroi de droits relatifs aux marques (ci-après dénommée: enregistrement)

La protection des marques de produit et de service dans la République de Croatie est régie par:

- la Loi sur la propriété industrielle;

- le Règlement sur la procédure d'octroi de droits relatifs aux marques;
- la Loi régissant les taxes administratives pour l'établissement de droits de propriété industrielle.

Le 8 octobre 1991, date à laquelle elle a proclamé son indépendance, la République de Croatie a adopté l'ancienne Loi fédérale sur la protection des inventions, des améliorations techniques et des signes distinctifs (NN 53/91), qui a été modifiée en avril 1992 et s'intitule depuis Loi sur la propriété industrielle.

Les droits relatifs aux marques sont régis par la loi susmentionnée ainsi que par le Règlement sur la procédure d'octroi de droits relatifs aux marques.

Conformément à la loi en vigueur, une marque de produit ou de service protège un signe destiné à distinguer dans les activités économiques des produits ou des services de genre identique ou similaire.

Les marques sont constituées en particulier par des mots, des lettres, des chiffres, des présentations graphiques, des abréviations, des formes tridimensionnelles, des formes de conditionnement ou d'emballage, des combinaisons de couleurs et des combinaisons des signes susmentionnés.

Procédure d'enregistrement de la marque

L'acquisition de droits relatifs à une marque dans la République de Croatie dépend de l'enregistrement.

La procédure d'enregistrement s'effectue par le dépôt d'une demande d'enregistrement de la marque auprès de l'Office national des brevets. La demande peut être déposée pour une marque individuelle ou une marque collective. L'Office procède ensuite à l'examen quant à la forme et quant au fond de la demande pour vérifier si les prescriptions régissant l'octroi de droits sont respectées.

S'il est établi au cours de la procédure que les prescriptions prévues pour la protection du signe proposé ne sont pas respectées, le déposant est invité à présenter une déclaration et à fournir la preuve d'éventuels faits nouveaux. Après l'expiration du délai de présentation de la déclaration, l'Office prend la décision appropriée. S'il est établi que toutes les prescriptions prévues par la loi sont respectées, l'Office décide d'octroyer un droit sur la marque.

Le droit octroyé est inscrit au registre des marques et publié au Journal officiel.

Une procédure visant à ce que la décision relative à l'octroi du droit soit déclarée nulle et non avenue peut être engagée, sur requête de toute personne intéressée ou d'office, au cours de toute la période de protection.

Application de la classification internationale des produits et des services

La République de Croatie est partie à l'Union de Nice depuis le 8 octobre 1991, ce qui signifie que l'application de la classification internationale des produits et des services en ce qui concerne les demandes d'enregistrement de marques est obligatoire pour l'établissement de listes de produits ou de services. L'Office national des brevets a traduit et publié la classification de Nice en langue croate.

Prescriptions relatives à la protection - motifs absolus d'exclusion

Conformément aux dispositions de la loi pertinente applicable dans la République de Croatie, ne peut être protégé comme marque un signe:

- 1) qui est contraire à la loi ou à la morale;
- 2) qui n'est pas susceptible de distinguer des produits ou des services dans les activités économiques;
- 3) qui désigne le genre des produits ou des services, leur destination, l'époque ou le mode de leur production, leur qualité, leur prix, leur quantité, leur poids, le nom de la localité ou de l'origine géographique;
- 4) qui est usuel pour désigner un genre déterminé de produits ou de services;
- 5) qui est susceptible, par son apparence ou par son contenu, de créer une confusion dans les activités économiques et particulièrement d'induire en erreur le consommateur moyen en ce qui concerne l'origine, l'espèce, la qualité ou d'autres caractéristiques des produits ou des services;
- 6) qui contient des signes ou des poinçons officiels de contrôle et de garantie de qualité ou qui les imite;
- 7) qui est identique à un signe antérieurement protégé en faveur d'un tiers pour un genre identique ou similaire de produits ou de services;
- 8) qui ressemble à un signe antérieurement protégé en faveur d'un tiers pour un genre identique ou similaire de produits ou de services si cette ressemblance peut induire le consommateur moyen en erreur;
- 9) qui comporte des armoiries d'Etat ou d'autres armoiries publiques, le drapeau ou l'emblème, le nom ou l'abréviation du nom d'un pays ou d'une organisation internationale ainsi que leur imitation, à moins que l'organe compétent du pays ou de l'organisation concerné n'en ait donné l'autorisation.

Le portrait ou le nom d'une personne ne peut être protégé qu'avec le consentement de cette personne.

Le portrait ou le nom d'une personne décédée ne peut être protégé qu'avec le consentement de son conjoint et de ses enfants ainsi que de ses parents s'ils sont vivants.

Le portrait ou le nom d'une personnalité historique ou d'une autre personnalité célèbre peut être protégé avec l'autorisation de l'organe compétent.

Droits conférés au titulaire de la marque par l'enregistrement

Le titulaire d'une marque acquiert le droit exclusif d'utiliser la marque dans les activités économiques en ce qui concerne les produits ou les services protégés et d'entreprendre des démarches juridiques en vue d'empêcher un tiers d'utiliser un signe identique ou similaire dans les activités économiques pour désigner des produits ou des services identiques ou similaires.

Validité de la marque

Extinction de la marque en cas de non-utilisation

La marque a une durée de validité de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement. Le droit acquis sur une marque de produit ou de service peut être prolongé indéfiniment à l'expiration de chaque période de dix ans, sous réserve que la marque soit utilisée et maintenue grâce au paiement des taxes administratives prescrites.

Lorsque, sans motif justifié, le titulaire d'une marque ne l'utilise pas pendant plus de cinq ans à compter de la date de l'inscription de la marque au registre ou du jour de sa dernière utilisation, l'office peut rendre, sur requête d'une personne intéressée, une décision constatant l'extinction de cette marque.

Nouvelle Loi sur les marques en cours d'élaboration

A l'heure actuelle, les trois domaines de la propriété industrielle, à savoir les brevets, les marques de produit et de service et les dessins et modèles industriels, sont régis dans la République de Croatie par une loi générale. Pour l'avenir, les autorités ont décidé d'élaborer une loi distincte pour chaque forme de propriété industrielle. Ces lois tiendront compte sur le fond de toute l'évolution normative et juridique internationale dans le domaine des marques (ADPIC, TLT, Règlement du Conseil sur les marques communautaires, etc.) et, en même temps, de l'expérience acquise par la République de Croatie à la suite du développement notable des conditions sociales et économiques.

c) Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

Bien que les appellations d'origine soient officiellement réglementées en Croatie, il est prévu d'élaborer une nouvelle loi distincte, conforme aux articles 22 et 24 de l'Accord sur les ADPIC et à la Directive de l'UE, sur les indications géographiques.

Ce domaine est régi par la Loi sur la propriété industrielle (en particulier les articles 37 à 43) et par le Règlement détaillé relatif aux questions liées à la procédure d'octroi de droits en vue de la protection des inventions et des signes distinctifs (seulement le chapitre V contenant des dispositions détaillées sur les questions liées aux procédures d'établissement des appellations d'origine et d'enregistrement des utilisateurs agréés de ces appellations).

Quant à la protection judiciaire, elle est prévue à l'article 107 du Code pénal de la République de Croatie (NN 32/93) qui stipule que toute personne qui tente d'induire un consommateur en erreur en mettant sur le marché des produits assortis d'une indication contenant des données qui ne correspondent pas au contenu, au genre, à l'origine ou à la qualité du produit, ou en mettant sur le marché des produits qui, par leur poids et leur qualité, ne correspondent pas à ce qu'ils sont censés être, ou bien en mettant sur le marché des produits sans en indiquer le contenu, le genre, l'origine ou la qualité alors que cette indication est prescrite, est passible d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans et d'une amende.

Le domaine visé est en outre régi par la Loi sur les vins (NN 34/95), le Règlement relatif à la qualité des vins (NN 53/91) et le Règlement relatif à la qualité des spiritueux.

d) Dessins et modèles industriels

Le droit à un modèle ou à un dessin (dessins et modèles industriels) est régi par la Loi sur la propriété industrielle susmentionnée et par le Règlement relatif à la procédure d'octroi de droits relatifs aux dessins et modèles industriels (NN 53/91).

Objet de la protection

Le modèle protège la nouvelle forme extérieure d'un produit industriel ou artisanal déterminé ou d'une partie de celui-ci.

Le dessin protège la nouvelle image ou le nouveau dessin qui peut être reproduit sur un produit industriel ou artisanal ou sur une partie de celui-ci.

Acquisition de la protection

Le droit à un dessin ou modèle industriel s'acquiert dans le cadre d'une procédure d'octroi de droits menée par l'Office national des brevets, qui est l'organe compétent. La procédure est engagée par le dépôt d'une demande de certificat de dessin ou de modèle auprès de l'Office.

Les droits octroyés sont inscrits au registre des dessins et modèles tenu par l'Office et le titulaire du droit obtient un certificat de dessin ou de modèle. Les droits octroyés sont aussi publiés dans le Journal croate des brevets.

Prescriptions concernant l'acquisition de droits

Outre les critères de forme prévus par le règlement pour les demandes de certificat de modèle ou de dessin, une forme extérieure, une image ou un dessin doit, pour être protégé respectivement par un modèle ou un dessin, être nouveau, c'est-à-dire différer substantiellement de ceux qui ont été déposés antérieurement et de ceux qui ont été rendus accessibles au public avant le dépôt de la demande.

Durée de la protection

La durée de validité d'un modèle ou d'un dessin est de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande. Elle ne peut pas être prorogée.

Participation à des accords internationaux sur les dessins et modèles industriels

La République de Croatie est partie à l'Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels et applique dans sa totalité la classification internationale instituée par cet accord.

La République de Croatie a l'intention d'adhérer prochainement à l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt des dessins et modèles industriels.

En vue de créer un système moderne de protection des dessins et modèles industriels dans la République de Croatie, les autorités croates élaborent actuellement une nouvelle loi distincte sur les dessins et modèles industriels, dont l'adoption est prévue pour la fin de 1996. Ce projet de loi respecte toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, en particulier celles des articles 25 et 26, ainsi que les autres instruments en vigueur aux niveaux national et international.

e) BrevetsLégislation

La protection des inventions est régie par:

- la Loi sur la propriété industrielle susmentionnée;
- le Règlement relatif à la procédure de délivrance des brevets.

Le brevet protège une invention qui est la solution nouvelle d'un problème technique défini, résulte d'un travail créateur, est techniquement réalisable et dont la publication ou l'usage n'est pas contraire à la loi ou à la morale.

Une invention est considérée comme:

- nouvelle si elle n'est pas comprise dans l'état de la technique. L'état de la technique comprend tout ce qui a été rendu accessible au public, par écrit, par oral, par l'usage ou par toute autre méthode, avant la date de dépôt de la demande de brevet;
- résultant d'un travail créateur si la solution du problème technique ne découle pas de façon évidente, pour un homme du métier, de l'état de la technique connu;
- susceptible d'application industrielle si elle peut être produite ou utilisée dans tout secteur d'activités, y compris l'agriculture.

Le déposant

La demande de brevet peut être déposée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales. Lorsqu'elle est déposée par plusieurs personnes, le brevet est délivré à chacun des déposants sans que les relations mutuelles entre les déposants et la part de chacun dans le brevet ne soient déterminées.

Le déposant peut être un ressortissant national ou un ressortissant étranger, étant entendu que les personnes morales ou physiques étrangères doivent être représentées par des mandataires enregistrés auprès de l'Office national des brevets pour pouvoir participer à une procédure devant cet office.

Procédure de délivrance du brevet

La procédure est engagée par le dépôt d'une demande de brevet adressée par écrit à l'Office national des brevets, sur un formulaire spécial, et contenant les renseignements habituels.

La demande de brevet doit contenir officiellement:

- une requête en délivrance d'un brevet;
- des données relatives au déposant;
- des éléments qui à première vue constituent une description de l'invention et une revendication de brevet.

En règle générale, la demande de brevet est déposée pour une seule invention. Cependant, une demande peut comprendre plusieurs inventions si celles-ci sont étroitement liées entre elles de manière à réaliser une idée unique d'invention (unité de l'invention).

Une demande de brevet est constituée des éléments suivants:

- *une description de l'invention*
qui doit être suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier moyen puisse l'appliquer dans un domaine déterminé;
- *une revendication de brevet*
qui doit contenir une indication de ce que l'invention comporte de nouveau et de ce dont le déposant demande la protection par brevet;
- *un bref résumé de l'objet de l'invention (résumé);*
- *un dessin* (si nécessaire) qui sera mentionné dans la description et la revendication de brevet.

Ne peuvent pas être protégés par un brevet: les théories scientifiques et les découvertes, les méthodes mathématiques, les créations esthétiques, les règles, plans et méthodes pour l'exercice d'activités intellectuelles, les programmes d'ordinateur (s'ils ne font pas partie intégrante d'une solution technique) et autres règles, plans et méthodes pour l'exercice d'activités intellectuelles. Sont exclues également de la brevetabilité les inventions portant sur des méthodes chirurgicales, des méthodes de diagnostic ou des méthodes thérapeutiques appliquées directement au corps humain ou animal vivant (les inventions portant sur un procédé d'application de substances à des fins de diagnostic ou de traitement ne sont pas visées) ainsi que les variétés végétales et les espèces animales.

A compter de la date et de l'heure du dépôt auprès de l'office d'une demande correctement établie, le déposant bénéficie du droit de priorité sur toute autre personne qui dépose ultérieurement une demande pour la même invention. Ce droit de priorité est accordé au déposant dans tous les Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (la Croatie en est membre) si celui-ci dépose la même demande auprès de chaque office national concerné 12 mois après la date de la première demande ("droit de priorité de l'Union"). Le droit de priorité peut également être acquis à la suite de l'exposition de l'invention dans une exposition officiellement reconnue ("droit de priorité découlant de l'exposition").

La demande de brevet n'est accessible au public qu'après sa publication dans le Journal croate des brevets.

Le déposant ou toute autre personne peut, dans un délai de six mois à compter de la date de la publication, présenter une requête en examen complet des conditions de délivrance du brevet.

S'il est établi au cours de l'examen que toutes les prescriptions sont respectées, l'office décide de délivrer le brevet.

Bien que la République de Croatie n'ait pas adopté d'orientation définitive, la Loi sur la propriété industrielle actuelle impose un examen complet des conditions de délivrance des brevets.

Les demandes déposées jusqu'à présent ont été traitées grâce à l'aide d'experts de l'Office autrichien des brevets conformément à l'Accord de coopération signé le 31 octobre 1995.

Durée de validité du brevet

La durée de validité d'un brevet est de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande. Lorsqu'un brevet d'addition est devenu brevet principal, sa durée de validité ne peut excéder celle du brevet principal auquel il est rattaché.

Taxes et frais liés à la procédure de délivrance du brevet

Les taxes et frais liés à la procédure de délivrance du brevet sont régis par:

1. la Loi régissant les taxes administratives pour l'établissement des droits de propriété industrielle (NN 27/93);
2. la Décision relative aux frais spéciaux de procédure et aux frais liés aux services d'information de l'Office national des brevets (NN 20/93).

Pour toute demande de brevet, la taxe administrative doit être acquittée au moment du dépôt.

Pour maintenir un droit octroyé, il est nécessaire d'acquitter les taxes annuelles prévues pour le maintien d'un brevet. Les taxes annuelles portent sur des périodes de 12 mois, la première commençant à la date du dépôt de la demande.

Lorsque le déposant est aussi l'inventeur, le montant des taxes mentionnées est sensiblement réduit.

Si les taxes ou frais relatifs à la procédure d'octroi d'un droit ne sont pas acquittés, la demande est rejetée; si les taxes ou frais relatifs au maintien d'un droit octroyé ne sont pas acquittés, ce droit cesse d'être valide.

Conventions et traités internationaux en matière de brevets

La République de Croatie est partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Par ailleurs, elle effectue actuellement des démarches pour adhérer au Traité de coopération en matière de brevets.

Elle a également prévu de signer un accord avec l'Organisation européenne des brevets. Cet accord permettra à toute personne qui dépose une demande auprès de l'Organisation européenne des brevets d'obtenir le brevet pour la République de Croatie également (accord d'extension).

Elaboration d'une nouvelle loi

La République de Croatie s'apprête actuellement à élaborer la Loi sur les brevets, dont l'entrée en vigueur est prévue pour 1997. Cette loi respectera pleinement les dispositions de l'Accord sur les ADPIC et celles du PLT (Traité sur le droit des brevets) et tiendra compte de l'expérience acquise et des instruments en vigueur dans ce domaine aux niveaux international, régional et, en particulier, dans le cadre de l'Union européenne.

Un certain nombre d'actes législatifs en rapport avec cette loi seront également adoptés, par exemple la Loi sur les mandataires, la Loi sur les taxes, le Règlement relatif aux frais, la Loi sur les inventions faites par des salariés, la Loi sur les inventions confidentielles et son règlement d'application.

f) Protection des obtentions végétales

A l'heure actuelle, la protection des variétés végétales nouvellement créées est régie par la Loi sur l'enregistrement des nouvelles variétés, l'approbation de l'introduction des variétés étrangères dans la production et la protection des variétés agricoles et forestières (ancienne loi yougoslave),

incorporée en 1991 dans la législation croate. La République de Croatie dispose d'un système développé de recherche et d'amélioration des nouvelles variétés, qui a entraîné une augmentation sensible de la production au cours des 20 dernières années. L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), qui a adopté en 1991 la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, a proposé à la République de Croatie de devenir membre de l'Union à condition que celle-ci engage immédiatement un processus législatif pour réglementer ce domaine. Estimant qu'il était nécessaire qu'elle adhère à l'UPOV, et compte tenu du fait qu'un certain nombre d'hybrides croates enregistrés sont utilisés dans plusieurs pays, la République de Croatie a commencé à travailler à l'élaboration d'une nouvelle loi sur la protection des obtentions végétales, entièrement fondée sur la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales de 1991. Cette loi régit les questions suivantes:

- 1) modalités et procédures de protection des obtentions végétales, procédure d'octroi des droits d'obtenteur et protection du principal titulaire des droits d'obtenteur;
- 2) définition des obtenteurs de variétés agricoles, des droits d'obtenteur et des obtentions végétales;
- 3) conditions d'octroi des droits d'obtenteur: les personnes physiques doivent avoir la citoyenneté croate ou être domiciliées dans la République de Croatie et les personnes morales être établies et avoir leur siège dans la République de Croatie. Les personnes morales et physiques étrangères peuvent aussi acquérir des droits d'obtenteur sur la base du principe de la réciprocité qui est censé exister jusqu'à preuve du contraire;
- 4) les activités liées à la protection des obtentions végétales sont menées par l'Institut de production des semences agricoles, de production en pépinières, d'enregistrement et de protection des obtentions végétales, institué par le Ministère de l'agriculture et des forêts;
- 5) toute variété nouvelle, distincte, homogène et munie d'une dénomination donne lieu à l'octroi de droits d'obtenteur et est considérée dès lors comme protégée;
- 6) l'Institut tient un registre des demandes de droits d'obtenteur, un registre des droits d'obtenteur, un registre des mandataires, et publie un journal officiel contenant des renseignements sur la procédure d'octroi des droits d'obtenteur;
- 7) après avoir acquis des droits d'obtenteur, l'obtenteur peut les céder, en totalité ou en partie, par contrat, il peut signer des accords de licence ou se voir imposer des licences obligatoires;
- 8) la procédure d'octroi des droits d'obtenteur s'effectue conformément à la Loi sur les procédures administratives générales et la protection juridique est assurée par le tribunal de commerce autorisé.

En adoptant la Loi sur la protection des obtentions végétales, la République de Croatie remplit les conditions pour devenir membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), ce qui lui permet de reproduire et de vendre des variétés protégées et de protéger contre tout abus les droits d'obtenteur relatifs à des variétés nouvellement créées, comme le fait la Loi sur la propriété industrielle dans le domaine des brevets. Il est prévu que le Parlement croate approuve bientôt cette loi, étant donné que la procédure parlementaire en est déjà à un stade avancé.

g) Schémas de configuration de circuits intégrés

La protection des circuits intégrés et des masques pour circuits intégrés n'est pas encore réglementée en Croatie. L'adoption d'une loi sur les semi-conducteurs (incluant les circuits intégrés), qui entrerait en vigueur à la fin de 1997, est prévue.

h) Prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données sur les essais

Dans la législation croate, le secret commercial n'est pas reconnu comme il l'est dans la législation américaine par exemple, mais une certaine protection est prévue dans ce sens par les dispositions de plusieurs lois: l'article 104 du Code (NN (Journal officiel) 32/93), qui a trait aux crimes économiques (divulgaration et acquisition non autorisée de secrets commerciaux); les articles 89, 92, paragraphe 4, et les articles 93 et 155 de la Loi sur le travail (NN 38/95), qui ont trait aux inventions faites sur le lieu de travail et en rapport avec le travail de l'inventeur et à la protection des secrets commerciaux, et qui interdisent la concurrence entre les salariés et l'employeur; l'article 58, paragraphe 1, alinéa 13 de la Loi sur le commerce (NN 11/96), qui stipule que la concurrence déloyale sur le marché implique l'acquisition ou l'utilisation illicite d'un secret commercial appartenant à un autre distributeur; et les articles 248, 273 et 629 de la Loi sur les entreprises (NN 111/93), qui ont trait à l'interdiction de la concurrence, à la responsabilité en cas de préjudice provoqué par le recours à l'influence d'une personne dans l'entreprise et à la violation de l'obligation de protéger un secret.

Une protection supplémentaire peut être prévue par les entreprises elles-mêmes dans leurs propres statuts ou règlements, et dans les contrats passés avec les salariés et les autres entreprises avec lesquelles elles travaillent, à condition que les dispositions nécessaires soient incorporées correctement dans les contrats pertinents.

i) Autres catégories de propriété intellectuelle

La loi actuelle sur la propriété industrielle prévoit la protection des améliorations techniques en tant que catégorie de propriété intellectuelle. Les dispositions pertinentes ont été reprises de l'ancienne Loi fédérale sur la protection des inventions, des améliorations techniques et des signes distinctifs pour être incorporées dans la législation croate.

Les améliorations techniques ne seront pas incluses sous leur forme actuelle dans la future législation croate en matière de protection des droits de propriété intellectuelle.

3. MESURES VISANT A EMPECHER L'USAGE ABUSIF DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

La législation de la République de Croatie régit les mécanismes juridiques de protection des droits de propriété intellectuelle dans le cadre du droit administratif, civil et pénal.

Il convient de mentionner en premier lieu les normes constitutionnelles garantissant la protection de la propriété intellectuelle. L'article 18 de la Constitution croate garantit le droit de contester certains actes législatifs et l'article 19 porte sur l'examen judiciaire de la légalité de certains actes administratifs. L'article 68 garantit la liberté de création scientifique, culturelle et artistique ainsi que la protection des droits moraux et matériels découlant de créations scientifiques, culturelles, artistiques, intellectuelles et autres.

Ces fondements constitutionnels sont pris en considération pour la réglementation juridique des droits de propriété intellectuelle.

Le Département du Ministère de l'intérieur chargé de la lutte contre les crimes économiques, le Service d'inspection du marché du Ministère de l'économie et la Police financière du Ministère des finances sont autant d'organismes qui prennent des mesures visant à empêcher les atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Pour citer un exemple, en 1994 et 1995, le Département du Ministère de l'intérieur chargé de la lutte contre les crimes économiques a saisi 22 554 cassettes audio, 2 140 disques compacts et 52 345 cassettes vidéo de fabrication illégale.

Les représentants de l'organisation des auteurs pour la protection des droits d'exécution ou d'interprétation publique et de reproduction mécanique ou de l'organisation des droits des artistes interprètes ou exécutants veillent à empêcher l'usage abusif du droit d'auteur et des droits des artistes interprètes ou exécutants.

Les mandataires en brevet ou mandataires en marque enregistrés auprès de l'Office national des brevets, qui agissent au nom de personnes morales et physiques étrangères ou nationales dans les procédures de protection des droits de propriété industrielle sur le territoire de la République de Croatie, veillent à empêcher l'usage abusif des droits de propriété industrielle.

4. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

a) Procédures judiciaires et mesures correctives civiles

Dans le cadre des procédures civiles, la protection des droits de propriété intellectuelle est régie par les articles 117 à 129 de la Loi sur la propriété industrielle (NN 53/91, 19/92, 26/93, 29/93 et 100/93). Ils disposent que toute personne peut contester des droits protégeant des inventions et des signes distinctifs en déposant une plainte auprès du tribunal compétent, qui prend immédiatement une décision (article 122 de la Loi sur la propriété industrielle).

La protection judiciaire est également prévue par les dispositions pertinentes de la Loi sur le droit d'auteur, aux articles 95 à 99 et à l'article 99, paragraphes u) et v) (NN 53/91, 58/93). En vertu de cette loi, le tribunal peut ordonner que le défendeur ait l'interdiction de commettre d'autres atteintes au droit d'auteur, que les objets portant atteinte au droit soient détruits ou modifiés, et que la décision soit publiée aux frais du défendeur.

Ces lois stipulent que toute personne dont un droit de propriété intellectuelle a été violé a droit à une compensation pour préjudice matériel et moral, en vertu non seulement des lois pertinentes mais aussi des principes fondamentaux de compensation en cas de préjudice matériel et moral de la Loi sur les relations obligatoires. La protection judiciaire des droits de propriété intellectuelle est également prévue par la Loi sur la protection de la concurrence sur le marché (NN 48/95), à l'article 39 du chapitre IV intitulé "Dispositions pénales". Les amendes mentionnées à l'article 39 s'appliquent aussi dans le cas d'activités empêchant ou limitant la recherche, l'innovation, le progrès technique et les investissements à ces fins. Ces cas sont décrits à l'article 7, paragraphe 5, point 5 et à l'article 20, paragraphe 1, point 7.

Etant donné que dans le cas des infractions susmentionnées il existe un préjudice du fait des atteintes précitées, la partie lésée a droit également à des dommages-intérêts en vertu des règles générales sur les dommages-intérêts de la Loi sur les relations obligatoires (chapitre II, section 2, articles 154 à 209). La partie lésée obtient des dommages-intérêts dans le cadre d'une procédure civile ordinaire.

La protection judiciaire civile des droits de propriété intellectuelle est liée au dépôt d'une plainte auprès du tribunal compétent. En vertu de l'article 19, points 1 d) et e) de la Loi sur les tribunaux (NN 3/94), les procédures de protection des droits de propriété intellectuelle engagées à la suite de plaintes sont de la compétence exclusive des tribunaux de commerce. Ces derniers statuent sur les

litiges concernant la protection et l'utilisation des inventions, des signes distinctifs et des améliorations techniques et le droit d'utiliser une raison sociale sur les litiges concernant le droit d'auteur, sauf disposition contraire prévue par une loi particulière, ainsi que sur les litiges découlant d'un acte de concurrence déloyale, de comportements monopolistiques et d'atteintes à l'égalité sur le marché de la République de Croatie.

En outre, l'article 8 de la Loi sur les compétences et le siège des tribunaux (NN 3/94) prévoit que sur les huit tribunaux de première instance, quatre seulement statuent sur les litiges concernant la protection et l'utilisation des inventions, des dessins et modèles industriels et des marques et le droit d'utiliser une raison sociale, et sur les litiges concernant le droit d'auteur. Ces tribunaux sont le Tribunal de commerce d'Osijek, celui de Rijeka, celui de Split et celui de Zagreb, qui, pour ces questions, couvrent tout le territoire de la Croatie. Ils disposent de conseils spécialisés dans ce type de litiges.

Conformément à l'article 43, paragraphe 5, de la Loi sur les procédures juridiques (NN 53/91, 91/92), tous les litiges concernant le droit d'auteur et ceux concernant la protection ou l'utilisation des inventions et des améliorations techniques, des dessins et modèles industriels ou des marques, ou le droit d'utiliser une raison sociale ou un nom, font l'objet d'une décision du conseil en première instance, quelle que soit la valeur de l'objet du litige. Cela montre que la législation accorde une importance particulière à ce type de litiges en excluant la possibilité qu'un seul juge tranche en fonction de la valeur de l'objet du litige (article 43, paragraphe 1 de la Loi sur les procédures juridiques).

S'agissant de l'application des dispositions de fond, les dispositions de la Loi sur la propriété industrielle, celles de la Loi sur le droit d'auteur et celles de la Loi sur la protection de la concurrence sur le marché sont applicables, tout comme les dispositions de la Loi sur les relations obligatoires concernant les compensations en cas de préjudice matériel et moral et les litiges découlant de licences contractuelles, ainsi que les autres normes générales du droit des obligations.

La protection judiciaire des droits de propriété intellectuelle est une protection à deux niveaux, c'est-à-dire qu'une décision rendue par un tribunal de première instance peut faire l'objet d'un appel auprès du Tribunal supérieur de commerce de la Croatie.

L'examen prévu à l'article 382 de la Loi sur les procédures juridiques, dont la demande doit être présentée à la Cour suprême de la Croatie, constitue un recours juridique exceptionnel. Une autre qualité spécifique de la protection des droits de propriété intellectuelle tient au fait que l'examen est toujours autorisé pour les litiges concernant le droit d'auteur, ceux concernant la protection et l'utilisation des inventions et des améliorations techniques, des dessins et modèles industriels ou des marques et le droit d'utiliser une raison sociale ou un nom, ainsi que pour les litiges découlant d'un acte de concurrence déloyale ou de comportements monopolistiques, quelle que soit la valeur de l'objet du litige, alors que dans d'autres cas, l'examen est limité en fonction de cette valeur.

b) Mesures provisoires

Selon le droit croate des procédures, les mesures provisoires énoncées aux articles 262 à 274 de la Loi sur les procédures visant à faire respecter les droits (NN 53/91 et 91/92) s'appliquent aussi à tous les types de litiges. Les tribunaux les appliquent sur requête d'une partie et dans le cadre de procédures visant à protéger des droits de propriété intellectuelle. La nouvelle Loi sur les procédures visant à faire respecter les droits, qui est en cours d'adoption, comportera des dispositions relatives aux mesures provisoires et garantira une protection efficace des créanciers et des titulaires de droits de propriété intellectuelle.

c) Procédures et mesures correctives administratives

Les procédures et mesures correctives administratives sont régies par la Loi sur les procédures administratives (NN 53/91), la Loi sur les litiges administratifs (NN 53/91 et 91/92), ainsi que par la Loi sur la propriété industrielle, la Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur la protection de la concurrence sur le marché, qui prévoient des dispositions sur les procédures administratives dans le domaine de la propriété intellectuelle et sur la protection contre les comportements monopolistiques.

En règle générale, la procédure administrative est une procédure à deux étapes. Il est possible d'engager auprès du Tribunal administratif de la Croatie un recours administratif contre une décision rendue par la cour d'appel et contre une décision rendue par un tribunal dont la procédure ne comporte pas nécessairement deux niveaux (comme dans le domaine de la propriété industrielle). Le Tribunal administratif de la Croatie peut accepter l'appel ou le rejeter en le déclarant non fondé. Dans ce cas, la décision contestée est annulée (article 42 de la Loi sur les litiges administratifs).

d) Mesures spéciales à la frontière

La Croatie a adopté la Loi sur la ratification de la Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières, s'engageant ainsi à mettre en place tous les services de contrôle à la frontière nécessaires: contrôle douanier, médical et sanitaire, vétérinaire, phytosanitaire, contrôle de la qualité et des normes techniques. Le Service d'inspection du marché du Ministère de l'économie, qui procède depuis des années au contrôle de la qualité des produits agricoles et alimentaires à la frontière, commencera à effectuer un contrôle des normes techniques à partir du 1er juin 1996.

Le contrôle de la qualité des produits agricoles et alimentaires et le contrôle des normes techniques s'effectueront essentiellement au moyen des données figurant dans la déclaration en douane, qui devra notamment être rédigée en langue croate et en caractères latins. Cette déclaration indique généralement le nom du produit, le nom du producteur et son siège, le pays d'origine, les ingrédients ou le contenu du produit, la date d'expiration et le nom de l'importateur croate. En outre, les produits techniques sont accompagnés d'instructions techniques, d'une garantie et d'une liste des points de service après vente.

Le service d'inspection contrôle aussi la marque en vérifiant si une éventuelle inscription ou le code-barre figurant sur le produit n'a pas été supprimé ou effacé, afin de protéger le représentant général de la marque dans la République de Croatie.

Pour la plupart des produits, le Service d'inspection du marché a recours à divers organismes agréés qui sont spécialisés dans les procédures d'inspection. Ils examinent de façon détaillée si un produit correspond au niveau de qualité prescrit par le règlement en matière de qualité et les normes croates. L'Office croate de normalisation effectue la procédure d'attestation ainsi que la procédure d'homologation lui-même ou par l'intermédiaire d'organismes agréés.

Toutes ces mesures de contrôle de la qualité et des normes techniques visent à protéger la qualité des produits et les producteurs étrangers, à garantir la légalité des importations dans la République de Croatie et à prévenir la contrefaçon quant à la qualité du produit et à sa marque, c'est-à-dire à protéger les droits de propriété intellectuelle.

La Croatie mettra définitivement en place un système plus fiable visant à faire respecter les droits de propriété intellectuelle à la frontière dans un avenir proche. Il n'existe toujours pas de loi spécifique sur le contrôle à la frontière des importations de marchandises contrefaites et de marchandises pirates. Comme il a déjà été indiqué, ce contrôle s'effectue au niveau de la qualité et des normes

techniques. Dès que la loi applicable en la matière aura été rédigée, il va sans dire que nous la fournirons volontiers à toutes les parties intéressées.

e) Procédures pénales

La protection pénale des droits de propriété intellectuelle est régie par les articles 173 à 175 de la Loi sur la propriété industrielle, par les articles 100 à 105 a) de la Loi sur le droit d'auteur, par le Code pénal de la République de Croatie (NN 32/93) et par la Loi pénale fondamentale de la République de Croatie (NN 31/93).

Les articles 173 à 175 de la Loi sur la propriété industrielle prévoient des sanctions en cas d'atteintes mineures à des droits de propriété industrielle (infractions économiques ou autres). Il s'agit uniquement d'amendes.

Les articles 100 à 105 de la Loi sur le droit d'auteur prévoient, en cas d'atteinte au droit d'auteur, des amendes et des peines d'emprisonnement allant de six mois à cinq ans. Cette loi a été reprise de la législation fédérale et a fait l'objet d'amendements (NN 58/93) qui prévoient des sanctions plus sévères et introduisent, sauf dans un cas, une procédure de poursuite d'office, alors qu'auparavant, les poursuites étaient engagées à l'initiative de parties privées. Les articles 100 à 102 de la Loi sur le droit d'auteur régissent les délits commis dans ce domaine et l'article 103 prévoit la confiscation des objets qui ont été fabriqués grâce à l'accomplissement du délit ou de l'infraction, qui ont été utilisés pour commettre le délit ou l'infraction, ou qui ont pour objet de les rendre possibles. Les amendes prévues en cas d'infraction dans ce domaine sont indiquées aux articles 103 à 105 a).

L'article 107 du Code pénal de la République de Croatie (NN 32/93) régit les cas où le consommateur est induit en erreur; il dispose que quiconque, dans l'intention d'induire le consommateur en erreur, met en circulation un produit assorti d'une indication contenant des données qui ne correspondent pas au contenu, au genre, à l'origine ou à la qualité du produit, ou met en circulation un produit dont le poids ou la qualité ne correspond pas au poids ou à la qualité d'un tel produit, ou met en circulation un produit sans indication du contenu, du genre, de l'origine ou de la qualité lorsqu'une telle indication est obligatoire est passible d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans ou d'une amende.

L'article 145 de la Loi pénale fondamentale de la République de Croatie (NN 31/93) porte sur l'utilisation de la raison sociale d'un tiers sans son autorisation. Il prévoit une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans pour quiconque utilise la raison sociale, la marque ou un signe distinctif particulier destiné à des produits appartenant à un tiers, ou incorpore certaines caractéristiques d'une marque dans sa raison sociale, sa marque ou signe distinctif dans l'intention d'induire en erreur le consommateur ou utilisateur de services. L'article 204 de la Loi pénale fondamentale de la République de Croatie régit les atteintes aux droits de l'inventeur et prévoit une peine d'emprisonnement allant de trois mois à cinq ans en cas d'utilisation, sans autorisation, d'une invention protégée ou d'une invention pour laquelle une demande a été déposée, et une peine d'emprisonnement allant jusqu'à un an en cas de publication, sans autorisation, de l'objet d'une invention pour laquelle un tiers a déposé une demande, avant que l'invention soit publiée selon les modalités prescrites par la loi. La loi prévoit également la saisie des gains obtenus par l'auteur du délit. L'article 151 de la loi traite de la contrefaçon des signes servant à désigner les produits, à indiquer la mesure et le poids; il prévoit une peine d'emprisonnement allant de trois mois à cinq ans pour quiconque contrefait des sceaux, tampons ou poinçons servant pour l'or, l'argent, le bétail, le bois ou d'autres marchandises, d'origine nationale ou étrangère, avec l'intention de les faire passer pour authentiques, modifie ces signes authentiques, ou fait passer de faux signes pour authentiques.

5. LOIS, DECRETS, REGLEMENTATIONS ET AUTRES INSTRUMENTS JURIDIQUES CONCERNANT LES POINTS CI-DESSUS

- Constitution de la République de Croatie (NN 56/90)
- Loi sur la propriété industrielle (NN 53/91, 19/92, 26/93, 29/93 et 100/93)
- Loi sur le droit d'auteur (NN 53/91 et 58/93)
- Loi sur la protection de la concurrence sur le marché (NN 48/95)
- Loi sur les procédures juridiques (NN 53/91 et 91/92)
- Loi sur les procédures visant à faire respecter les droits (NN 53/91 et 91/92)
- Loi sur les relations obligatoires (NN 53/91, 73/91, 111/93, 3/94, 107/95 et 7/96)
- Code pénal de la République de Croatie (NN 32/93 et 38/95)
- Loi pénale fondamentale de la République de Croatie (NN 31/93, 35/93 et 108/95)
- Loi sur les procédures administratives générales (NN 53/91)
- Loi sur les litiges administratifs (NN 53/91, 9/92 et 77/92)
- Loi sur le commerce (NN 11/96)
- Loi sur le travail (NN 38/95)
- Loi sur les entreprises (NN 111/93)
- Loi sur les tribunaux (NN 3/94)
- Règlement relatif à l'identification des inventions confidentielles concernant la défense et la sécurité nationales et aux modalités de délivrance de brevets pour de telles inventions (NN 53/91)
- Règlement sur la procédure de délivrance des brevets (NN 35/91)
- Règlement sur la procédure d'octroi de droits relatifs aux marques (NN 35/91)
- Règlement sur la procédure d'octroi de droits relatifs aux dessins et modèles industriels (NN 35/91)
- Règlement détaillé relatif aux questions liées à la procédure d'octroi de droits en vue de la protection des inventions et des signes distinctifs (seulement le chapitre V) contenant des dispositions détaillées sur les questions liées aux procédures d'établissement des appellations d'origine et d'enregistrement des utilisateurs agréés de ces appellations (NN 53/91)
- Règlement relatif aux qualifications professionnelles requises pour mener une activité donnant lieu à l'exercice du droit d'auteur ou des droits des artistes interprètes ou exécutants (NN 1/94)
- Règlement relatif à la rémunération prévue pour l'exécution ou l'interprétation publique et la communication au public d'oeuvres musicales et pour l'utilisation de matériel musical (NN 80/92, 72/93, 29/95 et 50/95)
- Règlement relatif à la rémunération prévue pour l'utilisation d'exécutions ou d'interprétations fixées d'artistes interprètes ou exécutants (NN 62/95)

6. STATISTIQUES CONCERNANT LES DEMANDES DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET L'OCTROI DE CES DROITS, AINSI QUE TOUTES STATISTIQUES CONCERNANT LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER CES DROITS

a) Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits

Conformément à l'article 12, paragraphe 3, de la Loi portant modification de la Loi sur la protection des inventions, des améliorations techniques et des signes distinctifs, appliquée dans la République de Croatie en tant que Loi croate (NN RC 19/92), "... Les déposants d'une demande de brevet, d'enregistrement d'une marque ou de certificat de dessin ou modèle industriel qui ont déposé une première demande auprès de l'ancien Office fédéral des brevets avant le 8 octobre 1991, ou qui ont déposé une demande auprès de l'ancien Office fédéral des brevets en invoquant le droit de priorité découlant d'une première demande présentée dans un pays membre de l'Union internationale pour la

protection de la propriété industrielle, et dont la demande n'a été ni rejetée ni acceptée par l'ancien Office fédéral des brevets avant le 8 octobre 1991, peuvent déposer la même demande auprès de l'Office national des brevets jusqu'au 31 mars 1995 ("Journal officiel de la République de Croatie", 100/93 et 78/94)".

Conformément à l'article 10, paragraphe 1, de la Loi portant modification de la Loi sur la protection des inventions, des améliorations techniques et des signes distinctifs, appliquée dans la République de Croatie en tant que Loi croate (NN RC 19/92), "Tous les droits de propriété industrielle octroyés à la suite d'une décision de l'ancien Office fédéral des brevets jusqu'au 8 octobre 1991 sont valides sur le territoire de la République de Croatie jusqu'à leur expiration. Sur requête des ayants droit mentionnés au paragraphe précédent, l'Office national des brevets inscrira ces droits dans le registre correspondant ...".